



Projet TCP/TUN/3502.

"Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local"

**Proposition d'un plan d'amélioration
du statut socioéconomique, des mécanismes d'appui
et de la gouvernance de la petite agriculture.**

Novembre 2016

Jean Philippe Tonneau
Consultant international

Remerciements :

Ce rapport est le fruit d'un travail collectif. Il prend en compte les contributions les remarques, suggestions et commentaires de l'équipe du projet TCP/TUN 3052 (composée de membres du Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche et de la FAO, des experts..) et des participants aux ateliers organisés par ce projet. Que tous ces acteurs soient ici remerciés pour leur engagement, leur intérêt et la pertinence de leurs contributions !

Contenu

Remerciements	2
Introduction	4
Réalité de la Petite agriculture Tunisienne ?	4
Un essai de définition de la Petite Agriculture	4
Une Petite Agriculture, insérée dans un monde concurrentiel	5
Une volonté politique	6
De nouvelles opportunités ?	7
Un plan d'amélioration du statut socioéconomique, des mécanismes d'appui et de la gouvernance de la petite agriculture.....	8
Pour un projet de développement de la Petite Agriculture Familiale.....	8
Des orientations	8
Une stratégie de mise en œuvre.....	10
Un dispositif opérationnel de production de connaissances	12
Constituer un réseau permanent de compétences sur la petite agriculture.	12
Développer les connaissances sur la petite agriculture	12
Etablir un statut juridique pour la Petite Agriculture :	16
Définir la Petite Agriculture Familiale et la faire reconnaître par la loi.	16
Proposer un statut du petit agriculteur familial.	16
Repenser le dispositif d'appui à la Petite agriculture Familiale.....	17
Partir de l'existant... ..	17
Penser et organiser la mise en cohérence des politiques publiques.....	18
Consolider les instances de représentation et les organisations de Petits Agriculteurs Familiaux ..	21
Reformuler les politiques sectorielles	22
Accompagner les institutions, services et organisation professionnelles dans leurs évolutions ...	25
Conclusion.....	26
Bibliographie	28

Introduction

Le document *"Proposition d'un plan d'amélioration du statut socioéconomique, des mécanismes d'appui et de la gouvernance de la petite agriculture"* est l'aboutissement d'un travail mené dans le cadre du projet de coopération technique TCP/TUN/3502 "Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local". Ce projet mené conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation (FAO) et la Direction Générale des Etudes et du Développement Agricole (DGEDA) au Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche (MARHP) a pour objectif de "contribuer à rationaliser l'appui à la Petite Agriculture à travers une vision globale qui tienne compte de la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre une politique de développement appropriée à la Petite Agriculture dans son environnement territorial et régional"

Ces propositions s'intégreront dans un rapport final qui reprendra les autres travaux menés durant le projet, à savoir : une réflexion sur le concept de PEA, une revue d'expériences liées à la Petite Agriculture au Brésil, au Maroc et en France, une revue des politiques agricoles en Tunisie, un diagnostic institutionnel, juridique et socio-économique et une typologie. Il sera complété par un programme de renforcement de compétences.

Les propositions sont le fruit d'une démarche de concertation entre experts, cadres du Ministère, représentants des Organisations professionnelles et des ONGS. Tous les travaux des experts que ce soient les éléments de diagnostic ou les propositions d'amélioration ont été présentés lors d'ateliers régionaux ou nationaux. En particulier, l'atelier du 26 et 27 avril a discuté des diagnostics et a organisé un débat autour des mesures d'amélioration, mesures qui ont été synthétisées par les experts. L'atelier du 26 octobre 2016 a discuté, amendé et validé les propositions rassemblées dans ce rapport.

Le rapport est organisé en deux parties. Une première partie résume les principaux éléments des diagnostics sur la réalité de la Petite Agriculture Familiale (ce qu'elle est), sur ses potentialités et sur ces difficultés. C'est cette réalité qui a orienté les recommandations du plan d'amélioration.

Une deuxième partie présente le plan d'amélioration. Le plan d'amélioration a été conçu comme un ensemble d'actions préparatoires à l'élaboration d'un plan de développement de la Petite Agriculture Familiale. Nous présenterons d'abord les différents scénarios probables pour l'élaboration du plan de développement et comment le plan d'amélioration contribuera à ces scénarios. Le plan d'amélioration prévoit la création d'un réseau de compétences et d'un dispositif de production de connaissances sur la Petite Agriculture Familiale. Nous présenterons ensuite les actions d'ordre juridique et institutionnel, destinées à améliorer la reconnaissance de la Petite Agriculture Familiale, l'organisation de ses instances de représentations, l'efficacité des institutions d'appui et les mesures à prendre pour faciliter l'accès à la terre, au crédit, aux technologies et aux marchés.

Réalité de la Petite agriculture Tunisienne ?

Un essai de définition de la Petite Agriculture

La Petite Agriculture est l'ensemble des Petites Exploitations Agricoles (PEA). La Petite agriculture est généralement caractérisée par le critère "surface limitée". Les Petites Exploitations Agricoles ont des accès à la terre, en faible quantité et de manière précaire (petit propriétaire, location, métayage...). Notons de suite, la relativité qui caractérise les PEA. Que signifie une faible quantité ? La mesure en ha est relative. Une surface en irriguée aura "plus de valeur" que la même surface de parcours extensif. Et que signifie le précaire ? Des contrats de location donnent parfois une plus grande sécurité que des droits traditionnels non écrits.

La faible dotation en moyens de production est une autre caractéristique de la Petite Agriculture. Le capital de la "Petite Agriculture" est limité, avec peu d'investissements en infrastructures, matériels et outils. Ces dernières années, la notion de capital s'est élargie. Capital humain, capital technique, capital social sont devenus discriminants, et, ici aussi, la Petite Agriculture est généralement peu dotée (Hernández et Phelinas, 2012).

Enfin, le terme "Petite Agriculture" fait référence aux conséquences de la faible dotation en facteurs de production avec des volumes de productions faibles et une commercialisation souvent limitée aux excédents de produits non autoconsommés.

La "Petite Agriculture" est souvent confondue avec l'"Agriculture familiale". Les notions sont pourtant différentes. Les exploitations familiales se caractérisent par l'imbrication entre famille et exploitation (Sourisseau et al, 2004). La famille possède la terre et les moyens de production ; la famille fournit la plus grande partie du travail ; la famille est à la fois unité de production et unité de consommation.

La définition de "l'agriculture familiale" recouvre une grande diversité de situations. Elle se caractérise principalement par le fait que l'accès à la terre est garanti à celles et ceux qui la travaillent, la famille. La famille est souvent propriétaire mais elle bénéficie aussi de la sécurisation des droits du fermage. La superficie et la qualité de la terre disponible varient. La famille fournit le travail mais la nature de ce travail varie aussi. Dans certains cas, l'ensemble de la famille travaille au champ, en manuel, et, dans d'autres, le chef de famille assure l'essentiel du travail avec une mécanisation poussée. Enfin, la dotation en capital varie de manière considérable.

Les Petites Exploitations Agricoles sont des exploitations familiales. L'inverse n'est pas vrai. En effet certaines exploitations familiales disposent de capitaux importants et d'une bonne maîtrise technique. Elles sont insérées dans les filières et les marchés de l'agrobusiness. En fait, "L'agriculture familiale" et la "petite agriculture" ont une base commune : celle des exploitations familiales, peu dotées en facteurs de production, et dont l'insertion dans le marché est difficile. Avec Marzin et al, (2016) nous parlerons dorénavant de Petite Agriculture Familiale (PAF).

La Petite Agriculture Familiale se caractérise aussi par le fait qu'elle met en œuvre des stratégies, à la fois agricoles et non agricoles. Les dotations en capital ne permettent pas la couverture des besoins de la famille par la seule activité agricole et la famille recourt aux marchés du travail ou à d'autres activités pour dégager des revenus extra agricoles.

Une Petite Agriculture, insérée dans un monde concurrentiel

Ce choix de la pluriactivité s'explique par le fait que la Petite Agriculture Familiale est, du point de vue économique, en "concurrence", avec d'autres formes de production. Nous avons déjà cité les exploitations familiales insérées dans les filières où la mécanisation très poussée permet à la main d'œuvre familiale d'assurer la majorité du travail.

Mais il existe aussi i) des entreprises patronales où le propriétaire travaille sur l'exploitation (principalement mais non exclusivement pour des tâches d'organisation et de gestion) tout en recourant à de la main d'œuvre salariée (+de 50 % de la main d'œuvre) et ii) des entreprises rurales où le capital et le travail sont fournis respectivement par le "capitaliste" (qui ne travaille pas sur l'exploitation) et les salariés (des ouvriers agricoles aux gestionnaires).

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les politiques publiques agricoles ont été inspirées par l'objectif de transition d'économies rurales et de structures agraires à faible revenus vers des économies dites "développées", basées sur l'industrie et les activités de services.

L'agriculture est considérée comme un secteur "de sous-traitance", vouée à produire des produits agricoles, bon marché. Ce choix permet de maintenir des salaires bas (alimentation bon marché) et de garantir des profits élevés aux industries de transformation. La plus-value est accumulée dans l'industrie et des services¹.

Les politiques agricoles ont eu, souvent, pour objectif principal la constitution d'une agriculture performante, moderne et compétitive, fournissant des produits agricoles bon marché. Selon les pays, les politiques agricoles ont favorisé l'agriculture familiale comme vecteur de cette modernisation. Par exemple, en France, les lois d'orientations de 1962 ont promu l'agriculture familiale. Ailleurs, c'est l'agriculture de firme (par exemple, le Brésil) qui a été chargée de la modernisation.

Mais partout, conséquence de la modernisation, les prix agricoles mondiaux ont baissé de manière constante de 1930 à 2007. Les revenus globaux des agriculteurs ont été à la baisse. Dans les pays du Nord, c'est la concentration foncière et la diminution du nombre d'exploitations qui ont permis au revenu moyen des agriculteurs de se maintenir ou même de progresser. Par les mécanismes de l'exode rural, l'agriculture a fourni la main d'œuvre nécessaire au développement de l'industrie et des services.

Ces dernières années, l'entreprise agro-industrielle et l'agriculture de firmes se développent dans tous les pays, profitant d'une demande soutenue et de financements disponibles. L'agriculture de firmes relève de la catégorie des entreprises rurales mais les tailles et les capitaux investis sont particulièrement importants. L'agriculture de firme impose des critères de compétitivité qui rendent de plus en plus difficiles la survie économique des autres formes d'exploitation. La concentration foncière s'accélère. La taille critique augmente chaque année. Les investissements à l'hectare nécessaires sont de plus en plus importants. L'agriculture familiale a de plus en plus de mal à "trouver" les terres nécessaires à son développement, voire à son existence (de Schutter, O., 2010 ; Franco et Borrás, 2013). Les entreprises de l'agroalimentaire accaparent progressivement les meilleures terres agricoles pour les travailler selon un modèle de plus en plus intensif (Hernández et al, 2010). Une structure agraire duale se met progressivement en place : d'une part, les entreprises, y compris familiales, qui gagnent "la guerre de la compétitivité" et, d'autre part, les autres exploitations qui se voient proposer un rôle social ou un rôle de conservation environnementale et culturelle (Belières et al. 2013).

Ce modèle de concentration foncière a fait le développement des pays du Nord et de certains pays émergents. La création d'emplois dans l'industrie et les services a permis ici d'absorber les exclus de la modernisation agricole, souvent au coût d'importantes externalités environnementales. Mais dans beaucoup de régions du Sud, la création d'emploi est aujourd'hui insuffisante, en particulier du fait des taux de croissance démographique. Une population pauvre, rurale ou urbaine, se retrouve sans emplois, sans activités et sans revenus.

Une volonté politique

Cette situation a fait prendre conscience qu'une agriculture dite moderne, capitalisée et mécanisée ne peut répondre totalement aux enjeux démographiques et économiques de la Tunisie. Un autre modèle agricole est nécessaire pour les 30 prochaines années.

¹ Le développement est conçu comme un processus universel caractérisé par une série d'étapes obligatoires. Ce modèle a été théorisé par Rostow, (Rostow 1963), en des étapes à suivre obligatoirement pour les pays en voie de développement. Ce sont des étapes de la croissance ou des états de développement liés à des poids respectifs des secteurs de développement (primaire, secondaire, tertiaire...).

C'est un modèle agricole capable de fournir de l'emploi décent, une production conséquente et de qualité contribuant à la sécurité alimentaire avec des territoires offrant des opportunités équitables de développement. Ce modèle agricole passe par le développement de la Petite Agriculture Familiale pour qu'elle puisse mieux tirer profit de la croissance économique du pays en contrepartie de sa contribution à une gestion durable des ressources et au dynamisme des territoires ruraux. Négliger la Petite Agriculture Familiale serait reporter sur le monde informel urbain la charge de générer des emplois décents dans un pays déséquilibré en termes de répartitions de richesse, entre, d'une part, villes et campagnes, mais aussi entre quartiers urbains riches et pauvres.

La prise de conscience des enjeux, des difficultés mais aussi des atouts du monde rural a entraîné une volonté politique des décideurs en Tunisie, clairement explicité dans le discours officiel et les orientations du Plan de développement (2016-2020). Le projet TCP/TUN/3052 est une manifestation de cette volonté politique de modifier les approches de développement pour mieux tenir compte des spécificités de la Petite Agriculture Familiale.

La volonté politique de mettre en œuvre un tel projet existe et a été affirmée par les autorités tunisiennes. Il revient aux spécialistes et experts du secteur agricole de définir les contenus de ce projet, en s'appuyant sur un certain nombre d'opportunités qui s'offrent à la Petite Agriculture Familiale, dans un monde en évolutions profondes et rapides.

De nouvelles opportunités ?

Les demandes vis-à-vis de l'agriculture se complexifient. Ce n'est plus seulement la sécurité alimentaire qui est au cœur des préoccupations mondiales, mais la sécurité tout court, l'emploi, le changement climatique, les conflits et les migrations engendrés par la détérioration des conditions de vie, tout particulièrement en zones rurales marginalisées. La lutte contre la pauvreté, l'amélioration du niveau de vie des populations rurales, l'emploi, la sécurité alimentaire, l'atténuation des risques climatiques, la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, l'entretien des paysages, les équilibres territoriaux entre territoires et au sein des territoires entre des activités rurales de plus en plus diversifiées sont devenus des objectifs reconnus, par exemple, par le Millenium challenge.

Des objectifs complémentaires sont donnés à l'agriculture. Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui d'augmenter la productivité agricole pour accroître la disponibilité d'aliments et l'apport de devises par l'exportation. Il s'agit aussi d'offrir des opportunités d'emplois et de revenus décents aux personnes du monde rural pour éviter migrations (internes et externes), désespoir, radicalisation et conflits.

Ces nouveaux objectifs offrent de nouvelles opportunités à la Petite Agriculture Familiale. En effet, compte tenu de ces caractéristiques, la Petite Agriculture Familiale n'est-elle pas la forme de production la mieux adaptée pour atteindre ces nouveaux objectifs ? La Petite Agriculture Familiale n'est pas seulement une activité productive, c'est aussi un mode de vie et un système multifonctionnel existant jusque dans les zones les plus difficiles et permettant la vie (ou la survie) de ménages. Autrement dit, l'hypothèse est qu'il est possible de faire émerger un projet alternatif où de nouvelles formes d'agricultures, issues de la Petite Agriculture Familiale, seraient capables de répondre aux défis du développement durable dans un modèle garantissant, à la fois, la production en quantité (en maintenant un nombre élevé de producteurs, même si chacun d'entre eux produit des volumes limités), la qualité des produits (des productions écologiques à faible coût environnemental) et des revenus à une partie conséquente de la population.

Un plan d'amélioration du statut socioéconomique, des mécanismes d'appui et de la gouvernance de la petite agriculture.

Pour un projet de développement de la Petite Agriculture Familiale.

Des orientations

Le plan d'amélioration a été conçu comme un ensemble d'actions préparatoires à l'élaboration d'un plan de développement de la Petite Agriculture Familiale. En ce sens, le plan d'amélioration s'inscrit et contribue aux orientations qui ont été identifiés pour la mise en œuvre du projet de développement de la Petite agriculture Familiale. Quatre orientations principales ont été retenues lors des différents ateliers et des débats, organisés par le projet TCP/TUN/3502. Nous les présentons ci-après.

Un projet global de développement de l'agriculture tunisienne

L'établissement d'un plan de développement de la Petite Agriculture Familiale doit s'inscrire dans et être orientée par une réflexion sur le futur de l'Agriculture Tunisienne comme un tout. Cette réflexion va s'organiser autour de trois questions principales.

La première question est celle des objectifs que la société tunisienne veut donner à son agriculture dans une perspective de développement durable.

La seconde question est celle du comment l'agriculture tunisienne va s'organiser pour répondre à ces objectifs ? Imagine-t-on une agriculture aux objectifs intégrés, toutes les formes de production étant chargées de contribuer à l'ensemble des objectifs du développement durable, ou, au contraire, des formes de production spécialisés dans des fonctions différenciés : Firmes pour la production à grande échelle pour répondre aux marchés globalisés par les entreprises agricoles ? Agriculture Familiale consolidée pour garantir la sécurité alimentaire ? Objectifs strictement sociaux ou environnementaux par la Petite Agriculture Familiale ?

Une troisième question concerne le modèle de développement le plus adapté pour permettre à la Petite Agriculture Familiale de contribuer à ces objectifs, à ce mandat de la société tunisienne. Un projet d'amélioration devra tenir compte des contraintes structurelles, des potentialités et de la diversité des trajectoires de la PAF.

Orientation 2 : la Petite Agriculture Familiale comme vecteur du développement rural et non seulement de la croissance agricole

Au cours des travaux du TCP/TUN/3052, en réponse à ces questions, une "vision" de ce que pourrait être la Petite Agriculture Familiale s'est progressivement dessinée. C'est une Petite Agriculture Familiale ancrée dans son territoire. Les résultats du projet TCP/TUN/3052 ont montré le lien entre la consolidation des Petites Exploitations Agricoles et le choix d'un projet intégré de développement rural s'appuyant sur les notions de cohésion sociale et de cohérence territoriale, qualités traduisant l'intégration des objectifs du développement durable à la fois dans des systèmes de production multifonctionnels et dans les territoires. Le diagnostic des Petites Exploitations Agricoles a d'ailleurs montré que leur performance est proportionnelle à la qualité des services sociaux et économiques du territoire. Cela conduit à penser la Petite Agriculture Familiale comme vecteur du développement rural et non seulement de la croissance agricole. Cela implique de concilier la production des produits agricoles nécessaire à la Tunisie, à des fonctions d'emplois, de gestion des ressources ou d'aménagement du territoire.

L'hypothèse est que le développement rural offre plus de potentialités à la Petite Agriculture Familiale que la simple production agricole. La multifonctionnalité de la petite agriculture y est mieux valorisée et permet de répondre aux besoins des populations locales. La présence d'une population agricole nombreuse crée les marchés pour des activités de services. La création d'emplois de services autour de l'agriculture (transformation à petite échelle, commerce, valorisation de produits par l'artisanat, location de matériels et d'équipements...) consolide la Petite Agriculture Familiale, le plus souvent pluriactive. La création d'emplois ruraux permet le développement des territoires et la réduction de la pauvreté et évite aussi des migrations massives.

L'ancrage de la Petite Agriculture Familiale dans son territoire exclut toute approche de développement sectoriel axée uniquement sur l'agriculture. Les politiques d'appui à la Petite Agriculture Familiale doivent être de deux natures.

D'abord, elles seront largement orientées vers le soutien aux revenus et aux conditions de vie. La diversification des emplois ruraux, la construction de systèmes alimentaires territorialisés, la conception de politiques de protection sociale favorisant les transmissions intergénérationnelles sont à promouvoir. Concrètement cela signifie :

- Investir dans les zones rurales à la fois dans les infrastructures rurales et dans l'éducation, pour diversifier l'activité économique et la rendre plus résiliente.
- Mettre en œuvre des projets de développement territorial. Pour rechercher et améliorer la cohérence des activités dans l'espace (intégration sectorielle, intégration des actions filières).
- Développer les emplois de services autour de l'agriculture (transformation à petite échelle, commerce, valorisation de produits par l'artisanat, location de matériels et d'équipements...).
- Améliorer la valeur ajoutée dans les filières agricoles par des procédés adaptés de transformation et une meilleure utilisation des sous-produits de l'agriculture.
- Faciliter les marchés de proximité (favorable à la petite agriculture) grâce à :
 - des investissements publics assurant la régularité, la qualité et la sécurité des produits ;
 - l'accès à des marchés publics (cantines scolaires, restaurants collectifs publics, etc.)
 - la promotion des produits de la petite agriculture en reconnaissant la qualité (labellisation de certification ou d'autres signes de qualité).

Mais, cette approche territoriale devra être consolidée par des politiques favorisant d'une part l'organisation de la Petite Agriculture Familiale et d'autre part l'accès i) aux ressources naturelles (Foncier-sécurisation du foncier ; Eau-modernisation des installations, techniques d'économie d'eau); ii) à des services financiers adaptés aux spécificités des PEA ; iii) à l'Information et aux services de vulgarisation de proximité.

Orientation 3 : Un projet ambitieux à construire de manière participative

Le projet de développement de la Petite Agriculture Familiale est ambitieux et n'est pas encore abouti. Pour répondre à cette vision, pour atteindre ces objectifs, la Petite Agriculture Familiale devra se moderniser (d'une autre manière ?) et évoluer pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux. Ce sont d'abord des défis d'investissements collectifs et individuels. Ce sont ensuite des défis de productivité pour faire face à la croissance de la demande interne et externe tant en quantité qu'en qualité. Compte tenu d'un potentiel foncier limité, les niveaux de productivité du travail devront augmenter. La croissance de la demande en produits de qualité et à haute valeur ajoutée est une opportunité pour les PEA (produits de terroirs, AOC, label, bio...).

Des gains de productivité sont possibles par l'intégration de nouvelles techniques de production, lesquels supposent un accès suffisant aux financements, à l'information et à des technologies adaptées. Cela exige des mesures de soutien qui sont parfois contestées dans le cadre de la

libéralisation des échanges. La réflexion doit permettre de concilier politiques de soutien direct au revenu des producteurs (BAD, 2012), politiques de prix agricoles, subventions conditionnées au respect de normes environnementales ou sociales (Bachta, 2011).

Ce sont enfin des défis d'équilibre entre activités agricoles et autres activités, entre performance économique et contributions sociales et environnementales au développement durable.

Orientation 4 : Un projet à partager.

Les participants au projet (experts et "accompagnants" ayant participé aux ateliers et débats) sont largement convaincus de la validité de ces orientations pour un projet de développement de la Petite Agriculture. Un des principaux acquis du projet TCP/TUN/3052 a été le partage d'idées, entre participants de différents horizons, en vue de réformes institutionnelles et organisationnelles pour le développement de la Petite Agriculture Familiale en Tunisie.

Ce travail de partage doit associer l'ensemble de la société tunisienne pour que celle-ci donnent des moyens à la Petite Agriculture Familiale de relever les défis et de dépasser ses contraintes. Des actions de plaidoyer, de communication sont nécessaires. Ces actions fourniront l'information nécessaire pour que l'ensemble des citoyens tunisiens puissent comprendre les enjeux de la question.

Une stratégie de mise en œuvre

Ces orientations sont ambitieuses. Les solutions ne sont pas évidentes. Elles vont nécessiter un programme de recherche-développement dont les résultats ne seront disponibles que dans le moyen terme. Le plan de développement de la Petite Agriculture Familiale sera le fruit d'un processus mobilisant un grand nombre de projets, de réflexions et d'innovations sociales et économiques. Ce processus prendra du temps. Pourtant d'ors et déjà, il est nécessaire et possible d'engager des moyens et de mettre en œuvre des actions pour améliorer les conditions de la Petite Agriculture Familiale.

Le réseau de compétences sera chargé de l'élaboration du projet de développement de la Petite Agriculture Familiale. Il a vocation à "monter en puissance". Pour réussir cette montée en puissance, le réseau de compétences doit être légitime, ancré institutionnellement et mandaté pour cette mission. Il devra aussi disposer de dispositifs, c'est à dire d'outils méthodologiques, de moyens humains et matériels, pour orienter, mobiliser et organiser la production scientifique, le suivi-évaluation et le retour d'expériences. Mais vu le champ d'investigation et la portée de la réflexion qui sera engagée par et à travers ce réseau, et qui dépasse les contours du développement agricole pour toucher à d'autres sphères de développement (éducation, santé, culture, communication, urbanisation,...), la reconnaissance de ce dispositif et par conséquent sa montée en puissance risque de prendre du temps.

En conséquence, nous proposons une démarche progressive en trois étapes. La qualité du processus et des produits déterminera la progression.

L'étape 1 concerne, un travail de renforcement de compétences des "accompagnants" du projet TCP/TUN/3052, ceux qui ont participé de manière active aux réflexions et aux débats. Ces acteurs sont divers. Ce sont des représentants de l'administration centrale, déconcentrée et décentralisée, des chercheurs, des représentants des organisations professionnelles (syndicats, coopération...), des représentants des agriculteurs, les représentants des privés (traduction, intrants, commercialisation, transformation...), des élus et des agents de collectivités territoriales...

Ils peuvent être considérés comme des "policy makers". L'objectif est de poursuivre et consolider la réflexion commune engagée autour de la Petite Agriculture Familiale depuis le début du projet TCP/TUN/3052.

Le plan de formation élaboré dans le cadre du projet TCP/TUN 3052 propose 6 thématiques : Concept et réalité tunisienne de la Petite Agriculture ; Projet et stratégie de développement de la Petite Agriculture ; Aménagement et développement territorial ; Adaptation des politiques agricoles aux spécificités de la Petite Agriculture Familiale ; Exploitations familiales et mise en œuvre du projet de développement de la Petite Agriculture Familiale ; Participation, dialogue et co-construction.

Le plan de formation détaille les attendus, les méthodes et les produits attendus de ces activités de formations comprises comme des espaces de partage, d'échange et de formalisation, permettant ainsi de présenter, de discuter, de modifier et de valider les recommandations proposées par l'équipe du projet TCP/TUN/3052.

Cette étape 1 devrait aboutir à la production d'une note d'orientation politique, la définition d'un cahier des charges pour la tenue d'assises de la Petite Agriculture familiale et des orientations de travail en particulier dans les organisations professionnelles et dans les institutions d'appui. Le cahier des charges précisera les thématiques à aborder durant les assises.

Les différents produits devraient garantir la légitimité de la démarche et convaincre les autorités de décider de la tenue des assises de la Petite Agriculture Familiale, en instituant un comité d'organisation. Pour garantir continuité et cohérence, nous proposons que ce comité d'organisation soit largement articulé avec le réseau de compétences, initié dans le cadre du projet TCP/TUN/3052.

L'étape 2 consisterait en la tenue des assises et surtout à leur préparation. Les assises permettront de mobiliser et de mettre en débat des contributions des différents corps sociaux, tout en explicitant les contradictions, les divergences, et en identifiant les points de convergence. Un cahier des charges précisera les thématiques et les contributions attendues. Les contributions seront de natures diverses. Elles porteront sur la connaissance de la Petite agriculture mais aussi sur l'évaluation de premières mesures concrètes proposées dans le cadre du plan d'amélioration : réflexion des institutions sur leurs pratiques et retour sur des mesures concernant l'accès aux facteurs de production, l'organisation des producteurs, le développement de la pluriactivité...

La tenue des assises devraient permettre de proposer des éléments d'une loi d'orientation agricole, prenant spécifiquement en compte la Petite Agriculture Familiale. Cette loi fixerait les orientations et donnerait les moyens à la mise en œuvre d'un plan de développement de la Petite Agriculture Familiale, qui constituerait l'étape 3.

Chacune de ces étapes constituerait un approfondissement et un élargissement à d'autres acteurs de la discussion des orientations et des actions du plan d'amélioration. La discussion serait basée les évaluations des travaux et actions engagés.

La réussite de ce processus va dépendre de la qualité de la coordination, donc d'une part, des moyens qui lui seront attribués et d'autre part des articulations entre les différentes actions du plan d'amélioration.

Dans cette perspective, le plan d'amélioration est organisé en trois volets.

Le premier volet propose la constitution d'un dispositif opérationnel constitué d'un réseau de compétences et de dispositifs de recherches appliquées permettant la production de données, informations et connaissances sur la Petite Agriculture.

Plan d'amélioration

Le second volet propose des mesures institutionnelles favorisant la reconnaissance de la Petite Agriculture Familiale, en la dotant d'un statut juridique.

Le troisième volet propose des mesures destinées à repenser le dispositif d'appui à la Petite agriculture Familiale développant des coordinations territoriales et adaptant la mise en œuvre des politiques sectorielles aux spécificités et à la diversité de la Petite Agriculture Familiale.

Un dispositif opérationnel de production de connaissances

Constituer un réseau permanent de compétences sur la petite agriculture.

Le réseau de compétences fonctionnera comme un laboratoire d'idées et de propositions pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'une stratégie de développement la Petite Agriculture Familiale. Le réseau pourra travailler sur tous les thèmes que les autorités en charge de la Petite Agriculture Familiale et d'une manière plus large du Développement Rural jugeront bon de lui soumettre. Dans un premier temps, le réseau travaillera principalement à la définition de la Petite Agriculture Familiale et aux orientations de politiques publiques d'appui et de soutien à la Petite Agriculture Familiale, dans le cadre d'un développement durable et territorial. Ces points seront détaillés dans la suite du document.

Le réseau de compétences travaillera sous la forme d'une "communauté d'apprentissage". L'idée est d'organiser des sessions de formation/accompagnement, sur le modèle des écoles-chercheurs². La formation/accompagnement est ici considérée comme un espace et un temps de partage d'expériences et d'échange pour développer les capacités de co-construction. L'objectif est de garantir une meilleure participation des acteurs en organisant de manière plus formelle et plus continue la réflexion commune, tout en donnant à ces acteurs les éléments théoriques, méthodologiques et contextuelles nécessaires à la prise des décisions. La formation permettra aussi de présenter, de discuter, de modifier et de valider les recommandations proposées par l'équipe du projet ou tout autre acteur.

Pour constituer le noyau de ce réseau permanent de compétences sur la petite agriculture, nous proposons de nous appuyer sur le réseau des personnes ressources ayant participé aux différentes activités du projet TCP/TUN/3052, en l'ouvrant à toutes personnes ou institutions intéressées (des politiques, des représentants de l'administration centrale, déconcentrée et décentralisée, des représentants des organisations professionnelles-syndicats, coopération, les privés-producteurs, intrants, commercialisation, transformation-, des chercheurs,...).

Pour ses travaux, le réseau de compétences s'appuiera sur des connaissances produites dans le cadre de dispositifs de recherche appliquée ou recherche développement chargés de produire des connaissances sur la Petite Agriculture Familiale.

Développer les connaissances sur la petite agriculture

Les éléments factuels et les données manquent pour caractériser et suivre l'évolution des Petites Agricultures Familiales. Les carences ne sont pas seulement dues à un manque de moyens pour réaliser des recensements et des enquêtes statistiques mais plus fondamentalement à un manque de reconnaissance de la Petite Agriculture Familiale et de ses potentialités.

² Les écoles-chercheurs regroupent des partenaires qui réfléchissent ensemble sur des concepts, des méthodes et des techniques permettant d'aborder des questions thématiques. Elles sont basées sur la réflexion en commun et le partage d'expériences.

Pour pallier ce manque de données, le plan d'amélioration propose le développement des études consacrées à la Petite Agriculture Familiale et l'organisation de dispositifs statistiques adaptés, utilisant une typologie normalisée pour organiser les recensements. Un fonds de financement de la recherche pourrait être créé pour mobiliser les équipes de recherche, à la fois sur des questions de recherche déterminées par le réseau de compétences et sur des appels blancs (liberté pour les différentes équipes de proposer des thématiques de recherche). Quatre objectifs principaux peuvent être donnés à cette production de connaissances :

- Réaliser un diagnostic le plus précis possible de la Petite Agriculture Familiale en Tunisie et de sa capacité à répondre aux enjeux du Développement Durable.
- Développer une représentation plus diversifiée des catégories de l'agriculture familiale pour présenter les différents types d'exploitations agricoles dans des territoires et ainsi mieux cibler les politiques publiques.
- Favoriser une expérimentation technique et sociale décentralisée où la recherche contribuera à la production de connaissance et à l'innovation en faveur des petits producteurs des diverses zones de production du pays.
- Développer des systèmes de suivi-évaluation.

Un diagnostic de la Petite Agriculture Familiale et de sa contribution potentielle au développement Rural

L'objectif est de disposer, d'une part, d'un état de la Petite Agriculture Familiale et de sa contribution au développement durable et, d'autre part, de mieux connaître ses structures, son fonctionnement, ses sources de revenus, ses performances et les stratégies qu'elle développe. Cet état de lieu permettra de :

- Montrer l'importance de la Petite Agriculture Familiale et de sa contribution au développement durable par la mesure de sa performance économique, sociale et environnementale en comparant cette performance avec celles des autres formes de production.
- Identifier plus précisément les contraintes externes pesant sur la Petite Agriculture Familiale (difficultés d'accès au foncier et fractionnement des terres ; raréfaction des ressources naturelles, de l'eau en tout premier lieu ; vulnérabilité à la sécheresse et aux événements climatiques défavorables...).
- Déterminer la résilience des Petites Agricultures Familiales et les potentialités d'amélioration.
- Conduire des prospectives sur la contribution de la Petite Agriculture Familiale à l'alimentation et à l'approvisionnement des villes par des systèmes alimentaires de proximité.
- Renseigner un certain nombre de thématiques, habituellement mal connues mais déterminantes pour l'analyse de la Petite Agriculture Familiale, comme l'emploi des jeunes, l'autonomie des femmes, l'importance de la pluriactivité et le rôle relatif de l'agriculture dans les systèmes d'activité (revenu agricole et complémentaire, temps de travail respectifs, partage du travail) ; la pénibilité du travail ; l'attractivité du rural et de l'agriculture pour les jeunes...
- Orienter et cibler les actions en fonction de catégories de bénéficiaires.

Réalisation d'une typologie nationale

La diversité de la Petite Agriculture doit être reconnue et l'adaptation des politiques aux spécificités sociales et écologiques doit être recherchée. La Petite Agriculture Familiale n'est pas un bloc homogène. Il s'agit d'identifier les différents types d'exploitations agricoles, de présenter leurs contributions aux différentes filières et, ainsi de mieux visualiser le poids de la Petite Agriculture Familiale dans sa diversité (sous-types) sur des territoires pertinents et des zonages ad hoc

représentatifs de niveaux de gouvernance ou adaptés à des politiques thématiques ou intersectorielles.

C'est dans cette perspective que le projet TCP/TUN/3052 a réalisé sur trois délégations des typologies en essayant de dégager des critères génériques pouvant être utilisés pour l'ensemble de la Tunisie. Les critères utilisés ont été adaptés de différents travaux de caractérisation de l'Agriculture Familiale lors de l'année internationale (Sourisseau et al, 2014) et de travaux tunisiens. Ces critères sont les caractéristiques sociodémographiques du ménage, les conditions de vie et l'équipement du ménage, les moyens de production disponibles, les choix stratégiques, les performances de la PEA/Taille économique de la PEA/Efficacité et efficacité du système de production, le management et la prise de décision (y compris la dynamique de genre), la part de la pluriactivité et de la diversification des revenus, les conditions d'insertion dans le marché, l'accès au financement et encadrement de la PEA, la participation aux groupements et organisations professionnels...

Lors de l'atelier du 26 octobre, les nombreuses questions soulevées et les débats ont montré toute l'importance que les participants attachaient à la réalisation d'une typologie nationale. Le recensement prévu en 2017-2018 est une opportunité. Une des premières sessions de formation/accompagnement sera consacrée à la typologie et tentera de répondre aux questions abordées lors de l'atelier par exemple les critères retenus pour mieux évaluer la performance des exploitations, en particulier pour étudier comment intégrer des critères sociaux et environnementaux.

A court terme, la réalisation de typologie à l'échelle régionale mais pour l'ensemble du territoire Tunisien permettra d'améliorer :

- les dispositifs statistiques et de suivis autour de catégories de bénéficiaires plus homogènes.
- la qualité des actions d'appui (Mieux connaître la situation des différentes catégories pour mieux cibler les actions : quels bénéficiaires ? pour quels objectifs?).
- le suivi et la mesure d'impact des actions.

Mobiliser la recherche et favoriser l'expérimentation technique et sociale.

Face à l'incertitude et à la complexité, les solutions faciles n'existent pas. Elles nécessitent de l'expérimentation, dans un processus d'apprentissage collectif qui inventorient, valident et diffusent les savoirs locaux, en les confrontant aux savoirs de la recherche. Les expérimentations se baseront aussi sur l'analyse des actions passées et des expériences. Les dispositifs seront localisés pour permettre l'adaptation aux spécificités régionales. Les expérimentations aborderont des aspects techniques mais aussi organisationnels. Ainsi pourront être testés :

- des systèmes d'activités, en fonction de plans de développement des PEA, adaptés à la diversité sociale et géographique (en fonction des typologies) pour :
 - Renforcer la résilience et diminuer la vulnérabilité (investissement en facteurs de production).
 - Identifier et accompagner des activités nouvelles pouvant consolider les revenus.
 - Trouver les meilleurs équilibres possibles entre les différentes fonctions en prenant en compte des situations agro-écologiques et des dotations...
- des dispositifs d'appui à la Petite Agriculture Familiale, abordant, in situ, en réponse des problèmes concrets, les thématiques du foncier, eau, forêts, financement, organisation, vulgarisation et assistance technique, formation... Ces dispositifs auront des orientations nationales mais une mise en œuvre locale d'adaptation à la diversité spatiale et sociale. Les questions de l'adaptation et du partenariat seront centrales. Les dispositifs proposés devront être pensés en fonction des réalités économiques, sociales et environnementales, des exploitations, en évitant les réponses uniformes de type "paquets technologiques".
- des dispositifs de coordination territoriale.

Développer des systèmes de suivi-évaluation, instrument d'aide à la décision.

Le suivi-évaluation et la mesure d'impacts des actions menées par l'Etat sont devenus une demande généralisée de l'ensemble des acteurs : société civile, bailleurs, bénéficiaires... Evaluer des politiques publiques, c'est rechercher si les moyens juridiques, administratifs ou financiers mis en œuvre permettent de produire les effets attendus de cette politique et d'atteindre les objectifs qui lui sont fixés. L'évaluation a pour but de former un jugement de valeur sur une politique, dans une perspective d'amélioration et de prise de décision.

L'ambition est de développer un système d'indicateurs pour accompagner et mesurer les effets et impacts des politiques d'appui à la Petites Agriculture Familiale en termes de contributions au développement durable. Ce qui est attendu de l'évaluation ce n'est pas seulement de constater si les objectifs ont été atteints, mais aussi de faire la part entre les effets imputables à l'action publique et l'influence de facteurs exogènes. Pour ce faire, il est nécessaire de mieux connaître la situation et les évolutions de la Petite Agriculture Familiale.

L'évaluation est associée au suivi. Le suivi quantifie les évolutions par la mesure d'un certain nombre de paramètres, liés à la fois à la mise en œuvre et aux résultats. L'évaluation porte un jugement sur ces évolutions. L'évaluation est ponctuelle, le suivi est en continu dans le temps.

Cinq critères d'évaluation sont internationalement reconnus (efficacité, pertinence, cohérence interne et externe, efficience). Ces critères sont couramment admis comme constituant la base du suivi et de l'évaluation. La Figure 1 présente un schéma positionnant les critères d'évaluation en fonction des enjeux, du contenu des politiques, des résultats et des effets.

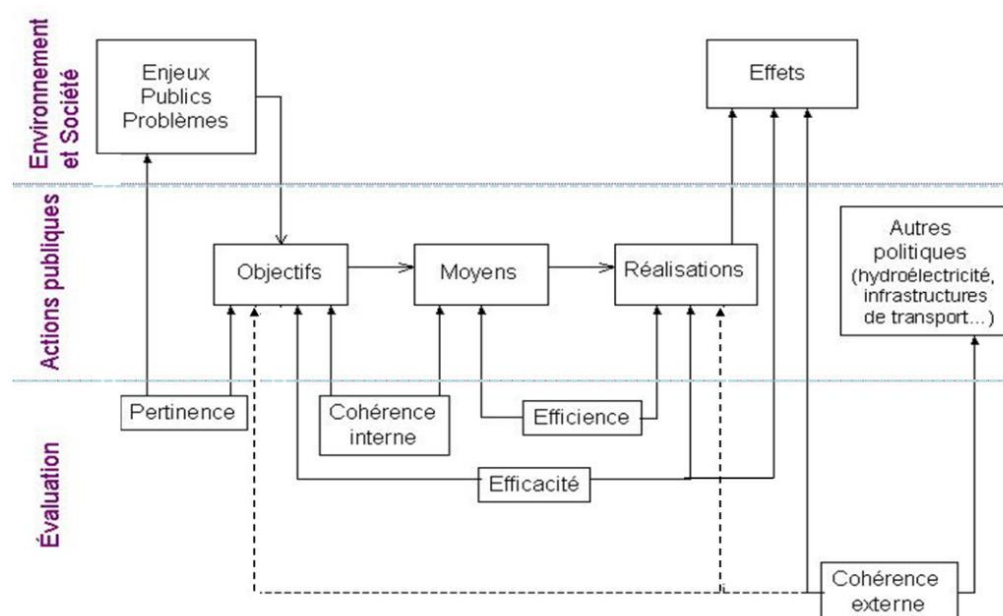


Figure 1. Schéma des critères de l'évaluation adapté à la politique de Trame verte et bleue (Source : Irstea d'après J. Plante)

L'efficacité analyse les réalisations et les résultats obtenus au regard à la fois des objectifs initialement fixés et des enjeux. Elle nécessite en particulier d'étudier le niveau de mise en œuvre des actions prévues et les moyens mobilisés pour cette œuvre.

La pertinence permet d'apprécier l'adéquation des objectifs de la politique par rapport aux problématiques et enjeux identifiés d'un territoire.

La cohérence apprécie les moyens mis en œuvre pour atteindre la stratégie et les objectifs définis (cohérence interne). Elle analyse également les relations et les cohérences (synergies, complémentarités, contradictions) entre le SRCE et les autres politiques susceptibles d'effet sur les continuités écologiques (cohérence externe).

L'efficacité apprécie les coûts et moyens investis pour les réalisations et résultats obtenus.

Etablir un statut juridique pour la Petite Agriculture :

Définir la Petite Agriculture Familiale et la faire reconnaître par la loi.

La définition précise de la petite agriculture est apparue comme une priorité au cours des débats des différents ateliers. L'enjeu est de la faire reconnaître par des dispositifs juridiques et réglementaires, compte tenu de son rôle économique, social, environnemental et culturel et de lui conférer un statut. Cette définition permettra aussi d'identifier les bénéficiaires et les actions à mettre en œuvre. L'exercice doit permettre de stabiliser une définition nationale de la "Petite Agriculture Familiale" et des Petites exploitations agricoles en tenant compte de critères allant au-delà de celui de la simple taille (surface agricole utile).

Le décret n° 94-427 du 14 février 1994, portant classification des investissements et fixant les conditions et les modalités d'octroi des encouragements dans le secteur de l'agriculture et de la pêche peut inspirer la définition de la Petite Agriculture Familiale. Pour identifier les droits à subvention pour investissements, ce décret s'appuie sur des critères de taille, mais en les pondérant en fonction des zones agro-écologiques et des chiffres d'affaires.

Le réseau de compétences fera des propositions concernant les critères à retenir. Au-delà des critères, un des choix principaux consistera à définir les seuils retenus pour caractériser une exploitation de Petite Agriculture Familiale. C'est une décision politique qui revient aux autorités législatives Tunisiennes. Le choix de constituer une catégorie de Petite Agriculture Familiale nombreuse, traduira une volonté de constituer un ensemble divers, où de nombreuses exploitations contribueront de manière différenciée au développement rural.

Un échantillon restreint traduira une volonté de cibler les aides sur un public limité, probablement en privilégiant des fonctions sociales, données à la Petite Agriculture Familiale. Dans la perspective d'une conception de la Petite Agriculture Familiale, vecteur du Développement rural, il nous semble plus cohérent de privilégier la première option. La place de la Petite Agriculture Familiale sera alors déterminante dans la politique agricole. Les orientations et les objectifs des actions pour la Petite Agriculture Familiale se confondront avec celles de l'agriculture tunisienne, comme un tout. Mais cette opinion devra être soumise à débat. Des scénarios montrant les conséquences de chacune des options envisagées seront utilisés pour aider à la prise de décision.

Proposer un statut du petit agriculteur familial.

Reconnaître officiellement les droits sociaux des exploitants agricoles, et en particulier ceux des plus fragiles et mettre en place des mesures de protection sociale pour les petits agriculteurs et leurs familles permettront de faire reculer la pauvreté et de renforcer la résilience des ménages. Ces mesures de protection sociale seront définies en liaison avec les programmes du ministère des affaires sociales qui concernent les populations les plus vulnérables notamment les familles et personnes nécessiteuses, à revenu limité. La coopération permettra une prise en charge globale et intégrée dans un processus d'inclusion sociale et économique.

Des instruments tels que l'assurance maladie, l'assurance contre les accidents du travail, les pensions de retraite, l'assistance par les filets de sécurité sociaux pour les plus vulnérables (les chefs d'exploitation comme les membres de leur famille) sont à mettre en œuvre.

De plus, un appui à des systèmes d'assurances agricoles (public ou public-privé) permettrait d'apporter une protection minimale aux revenus des petits exploitants, en particulier ceux dépendant du régime climatique en agriculture pluviale. Des systèmes de garanties adossés à des fonds publics ou mutualisés pourraient faciliter l'accès à ces assurances, de même qu'à des systèmes de crédits favorables aux petits producteurs.

Repenser le dispositif d'appui à la Petite agriculture Familiale.

Partir de l'existant...

Une des principales recommandations issues des débats de l'atelier du 26 octobre a été de repenser le dispositif d'appui à la Petite Agriculture Familiale en partant de l'existant.

Le dispositif tunisien d'appui à l'agriculture est complexe, à l'image de la complexité du secteur, à la fois complexité des formes d'agriculture, complexité des projets, complexité des stratégies mises en place... Le secteur de l'agriculture est un secteur hautement administré qui s'est constitué au fil des réformes successives (coopérativisme, libéralisation,...), des débats sur ce que doit être la gestion du secteur (entre administration centralisée et autonomie de la profession et des régions...), des différents objectifs donnés à l'agriculture (de la production à la lutte contre la pauvreté...).

Le soutien à la Petite Agriculture Familiale a constitué un élément à part entière de la politique agricole. La multifonctionnalité (économique, sociale, culturelle, environnementale, territoriale) de la petite agriculture est reconnue, les instruments et les mécanismes instaurés par les politiques visent l'octroi de conditions propices à la conduite de manière optimale les différentes fonctions.

Les travaux de diagnostics institutionnel et juridique et l'analyse de la perception des petits agriculteurs³ ont montré les succès et limites des mesures de soutien à la Petite Agriculture Familiale. Les effets positifs sont surtout liés à des actions ponctuelles, souvent dans le cadre de projet, concernant l'achat d'intrants (semences et plants), les travaux de conservation des eaux et des sols (CES), l'irrigation et l'économie d'eau.

Les réponses aux questions structurelles, comme la question foncière ou l'endettement, sont plus limitées. Les activités typiquement de petite agriculture comme l'extractivisme ou le micro-crédit peinent à se développer. Ce sont pourtant ces questions structurelles qui doivent être résolues dans le plan de développement de la Petite Agriculture Familiale.

L'absence d'une stratégie globale explique une certaine inefficacité du dispositif, qui se présente comme un ensemble d'institutions et des services, souvent découplés, manquant aujourd'hui de moyens et généralement marqués par des pratiques d'assistanat et de réponses trop ponctuelles et peu porteuses d'avenir. Par ailleurs, dans l'affirmation d'un projet de développement pour la Petite Agriculture Familiale, la faiblesse des instances de représentation a été identifiée comme un contrainte majeure. Ces dernières années, le dispositif est en perte d'efficacité. Les organisations professionnelles et syndicales, sauf contre-exemples rares, sont peu préparées à l'autonomie qui se dessine. Elles peinent à répondre à la diversité la diversité des situations géographiques et sociales. Les institutions sont moins présentes, le système de crédit est défaillant.

³ Cf. M. Sghaier, Diagnostic socio-économique des petites exploitations agricoles réalisé dans le cadre de ce TCP/3502

Par ailleurs, la Petite Agriculture Familiale a des stratégies qui ne sont pas qu'agricoles. Or les institutions publiques sont principalement dédiées à l'agriculture et sont sectorielles (statistique, protection sociale, financement, conseil, formation et vulgarisation, recherche, gouvernance foncière et de gestion de l'eau...). Les politiques sectorielles doivent être repensées. Les institutions doivent être renforcées et professionnalisées.

En conséquence, les recommandations concernent d'abord i) la définition d'une stratégie globale de développement de la Petite Agriculture et ii) les conditions de mise en œuvre de cette stratégie grâce à des coordinations, d'une part, entre services agricoles et, d'autre part, avec les autres services de l'Etat, à la fois à l'échelle de l'exploitation, des filières, et des territoires (paragraphe à venir "*Penser et organiser la mise en cohérence des politiques publiques*").

Les recommandations proposent ensuite des actions de renforcement des instances de représentation et des organisations de Petits Agriculteurs Familiaux (paragraphe à venir "*Consolider les instances de représentation et les organisations de Petits Agriculteurs Familiaux*").

Des orientations pour repenser les politiques sectorielles dans une perspective d'adaptation à la diversité des situations géographiques et sociales sont aussi proposées (Paragraphe à venir "*Reformuler les politiques sectorielles*").

Enfin, le dernier volet des recommandations concerne l'accompagnement des institutions dans leurs évolutions (paragraphe à venir "*Accompagner les institutions, les services et les organisations professionnelles dans leurs évolutions*").

Penser et organiser la mise en cohérence des politiques publiques

Réfléchir à une stratégie globale

Le premier chantier, fédérateur, est la définition d'une stratégie globale de développement de la Petite Agriculture Familiale.

Cette stratégie fixera les grandes orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et agro-industrielle en prenant en compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Elle précisera également les actions qui feront l'objet prioritairement des interventions de l'Etat et des régions.

Ces actions comprendront le développement des filières afin de garantir leur accès aux marchés, le soutien à la Petite Agriculture Familiale, à l'agriculture vivrière et à l'installation des agriculteurs, la préservation du foncier agricole et forestier, le développement des énergies renouvelables et la promotion de la mise en place de groupements d'intérêt économique et environnemental.

Dans cette perspective, l'atelier du 26 octobre a retenu l'idée de la rédaction d'une "note politique", présentant aux plus hautes autorités du Ministère de l'agriculture et de l'Etat l'intérêt de la Petite Agriculture et de ses potentialités en termes de développement. Cette note précisera également la feuille de route à mettre en œuvre pour élaborer la stratégie.

Le concept de feuille de route montre qu'il s'agit d'un chantier de longue haleine auquel le plan d'amélioration pourrait contribuer d'abord en appuyant le travail du réseau de compétences dans son travail de "fournisseur de réflexions et de documents d'orientation".

Des dispositifs de coordination et de mise en cohérence

Pour être mise en œuvre, la stratégie intégrée nécessitera des dispositifs de coordination et de mise en cohérence. Ce sont des dispositifs qui favoriseront les capacités d'innovations et d'adaptation aux conditions locales. Ce sont des dispositifs décentralisés (des orientations nationales mais une mise en œuvre locale d'adaptation à la diversité spatiale et sociale) avec de fortes composantes de production de connaissances, d'expérimentation, de suivi-évaluation et de renforcement des compétences de l'ensemble du secteur. Au sein de ces dispositifs, les méthodes de travail seront modifiées en i) s'appuyant plus sur les pratiques des agriculteurs (Inventorier, valider et diffuser les savoirs locaux et les bonnes pratiques mises en œuvre par les petits agriculteurs et ii) adaptant les propositions aux territoires et à leurs conditions bioclimatiques.

Les dispositifs proposés devront aussi être pensés en fonction des réalités économiques, sociales et environnementales, des exploitations, en évitant les réponses uniformes de type "paquets technologiques". Ces dispositifs pourront s'appuyer sur les expériences des structures transversales que sont les Centres territoriaux de vulgarisation (CTV) ou les centres de rayonnement agricole (CRA). Ces dispositifs de coordination devront être installés à différentes échelles, celle de l'exploitation, des groupements et du territoire.

Au niveau des territoires, la mise en œuvre des "schémas d'aménagement et de cohérence territoriaux" ou de "plans territoriaux" sera recherchée. En mobilisant les ressources financières de l'Etat et de ses structures décentralisées, appuyés par les bailleurs de fonds, ces schémas orienteront l'investissement en infrastructures rurales (y compris numériques) pour en faire des lieux de vie attractifs pour les populations, autour de villes moyennes, d'infrastructures de base et de services publics cruciaux (santé, éducation...). Les zones les plus marginalisées feront l'objet d'un effort particulier.

Une attention particulière sera donnée à la création d'emploi en zone rurale par des mécanismes de co-financement, de détaxation, de co-investissements ou d'investissements publics convergents via les organisations de producteurs, les chambres d'agriculture, les PME....

Ces actions seront accompagnées de mesures destinées à faciliter les liens des Petites Agricultures Familiales aux marchés (locaux, nationaux, voire internationaux) et réussir ainsi à développer des emplois de services autour de l'agriculture (transformation à petite échelle, commerce, valorisation de produits par l'artisanat, location de matériels et d'équipements...), ces secteurs pouvant être attractifs pour les jeunes diplômés, vecteurs d'innovation organisationnelle et technique dans les zones rurales.

Les actions suivantes sont à mener :

- Créer des marchés de "producteurs" et favoriser les circuits courts de type AMAP (Association de maintien de l'agriculture paysanne).
- Investir dans les infrastructures physiques (de transport, de collecte et de stockage) et dans les systèmes d'informations sur les marchés (utilisation des TIC, téléphones mobiles...). Ces investissements permettront de lutter contre les pertes post-récolte et de favoriser la régularité d'approvisionnement, la qualité nutritionnelle et la sécurité sanitaire des produits de la Petite Agriculture mis en marché en répondant ainsi mieux aux besoins des consommateurs.
- Adapter la réglementation pour favoriser l'accès aux marchés publics (cantines scolaires, restaurants collectifs publics, etc.) en édictant des cahiers des charges favorables aux produits locaux de la Petite Agriculture Familiale.
- Améliorer la valeur ajoutée dans les filières agricoles par des procédés de transformation adaptée et une meilleure utilisation des sous-produits de l'agriculture.

- Encourager la mutualisation de services de commercialisation.
- Soutenir les systèmes de labellisation/étiquetage des produits issus de la petite agriculture paysanne. Ils permettent de mieux rémunérer la qualité des produits par tous les consommateurs (certifications, labels, traçabilité, indications d'origine, produits de terroir...). Les pouvoirs publics peuvent choisir de les mettre en place au plan national, en s'appuyant éventuellement sur ce qui existe au niveau régional ou international.
- Développer des politiques éducatives alimentaires (à l'école, dans les médias publics...) mettant en valeur les produits locaux, la variété de la diète, les principes d'une alimentation saine. Des campagnes de communication/promotion et des accès préférentiels aux marchés publics peuvent être orchestrées et financées par les pouvoirs publics.

Les actions facilitant l'accès au marché sont un élément structurant du développement de l'agriculture familiale car ils ancrent les PEA dans une activité économique dynamique, répondant aux évolutions des modes de consommations des urbains, en privilégiant la qualité et la traçabilité. Avec les politiques sociales, elles garantissent la pérennité.

Au niveau des groupements et des associations, le travail sera double. Il consistera d'abord à accompagner les organisations intermédiaires dans leurs évolutions pour qu'elles répondent mieux aux besoins du Développement rural et territorial. Nous recommandons une approche très pragmatique pour faciliter l'intégration des exploitations aux marchés en garantissant les services nécessaires depuis la production jusqu'à sa consommation en favorisant la création d'outils et d'approches collectifs (groupements coopératifs d'utilisation des matériels et d'approvisionnement en semences, groupements pour commercialiser les produits, organisations de producteurs, syndicats...).

Ces actions collectives permettront de renforcer l'efficacité et la compétitivité des exploitations de la Petite Agriculture Familiale, de diminuer les asymétries par rapport aux acteurs économiques plus importants, et de faire bénéficier les PEA d'économies d'échelle sans nécessité de concentration, notamment foncière. Cette action devra se faire avec la préoccupation de faciliter les synergies et les interactions entre les groupements et les associations qui ont souvent des mandats trop sectorisés. L'objectif est que les organisations aient des visions les plus systémiques possibles des problèmes de développement et réussissent à positionner leurs mandats spécifiques dans des visions plus globales.

Au niveau des exploitations, il s'agira d'établir des plans de développement en s'appuyant sur les typologies et en mobilisant l'ensemble des instruments existants. Le projet pour la petite agriculture doit s'appuyer sur ce qu'est la petite agriculture, ses caractéristiques profondes. L'enjeu est de la renforcer et non de la transformer. C'est en fait un changement de paradigme questionnant la monoculture, l'utilisation systématique des intrants issus du pétrole ou la concentration foncière.

Cela se traduit par des choix structurants. Nous en listons quelques-uns, ci-après :

- La petite agriculture est de polyculture/poly-élevage.
- L'intensification à la surface est privilégiée en mobilisant le plus de travail possible, à l'hectare, en se rapprochant du jardinage. La mécanisation se préoccupe d'abord de diminuer la pénibilité du travail et de favoriser la transformation au sein de l'exploitation. Sont à privilégier les techniques agro écologiques, censées être plus adaptées à la lutte contre les risques induits par le changement climatique) et les techniques de conservation des eaux, des sols et des forêts.
- La petite agriculture est pluriactive, utilisant toutes les possibilités de revenus complémentaires.

- Dans une perspective de sécurité alimentaire⁴, la petite agriculture assure d'abord son autosuffisance.
- La petite agriculture essaie de répondre aux évolutions des modes de consommations des urbains en développant des circuits de solidarité (de type AMAP - Association pour le maintien d'une agriculture paysanne).

Consolider les instances de représentation et les organisations de Petits Agriculteurs Familiaux

Le renforcement des instances de représentations se justifie par la nécessité d'un portage politique du projet de développement de la Petite Agriculture Familiale. La revue des politiques publiques en France et au Brésil a montré l'importance des syndicats et représentations professionnelles dans la conception et la défense du projet pour la Petite Agriculture Familiale. Cette même revue montre que ces instances de représentation sont plus efficaces si elles sont liées aux réalités des terrains, en étant en étroites interactions avec les organisations de bases que sont les groupements, les coopératives de différentes natures...

Pour être efficaces et pour mobiliser, ces organisations de base doivent répondre aux besoins des petits agriculteurs en répondant aux contraintes structurelles que sont le morcellement, le sous-équipement, la non-maitrise des circuits de commercialisation...

Face à ces contraintes, la mutualisation des ressources et des compétences pour atteindre des tailles critiques, permet la mobilisation des capitaux et du travail nécessaires, en quantité et en qualité, sans passer par la concentration foncière. Cette mutualisation se traduit dans des groupements coopératifs, aux formes multiples, facilitant l'accès à la terre, à l'eau, au financement et au crédit, aux matériels, groupant les achats des intrants, organisant la commercialisation et parfois assurant l'assistance technique...

Le succès des instances de représentations dépend de la qualité des organisations de base. L'inverse est tout aussi vrai. C'est parce que les organisations de base auront testé des formes d'organisations et des solutions techniques innovantes que les instances de représentation pourront concevoir un projet global pour la Petite Agriculture Familiale. Les organisations de base seront aussi un vivier où les instances de représentation trouveront leurs responsables. Et c'est parce que les mesures de politiques agricoles défendues par les syndicats seront adéquates que les organisations de bases pourront se développer et dépasser le caractère expérimental des réalisations menées dans le cadre de projets, à durée de vie limitée et sans continuité.

Bien sûr, le relai entre terrain et politiques ne sera pas exclusivement du ressort des organisations professionnelles. Mais ces dernières auront un rôle essentiel dans la planification en "W"(AYADI, 2016), symbolisant des allers-retours entre les niveaux national, régional, et local, le niveau local et régional ciblant le contenu des politiques, le niveau national définissant les orientations et donnant les impulsions.

4 La sécurité alimentaire est garantie par deux éléments : la disponibilité et l'accessibilité. Les volumes de la production doivent couvrir les besoins alimentaires, c'est la disponibilité. Les citoyens doivent avoir accès à cette production, soit qu'ils l'aient produite, soit qu'ils disposent de revenus leur permettant de l'acheter. Dans une perspective de sécurité alimentaire, doit-on favoriser la production de l'alimentation dans des mécanismes d'autosuffisance, par la petite agriculture ou doit-on favoriser une production bon marché dans de grandes exploitations, en organisant la distribution de ces produits. Les réflexions sur les revenus universels minima garantis, préfigurent d'un modèle où le revenu ne dépendrait plus du travail de plus en plus rare mais de dotations de l'Etat.

Pour organiser ces allers-retours et garantir des articulations de qualité, les organisations de base doivent :

- S'ancrer dans la réalité et répondre aux besoins concrets des agriculteurs. Des actions modestes, mais bien menées sont préférables à des actions ambitieuses mais peu efficaces.
- Eviter des interventions trop directives des pouvoirs publics et des institutions.
- Permettre la flexibilité et l'innovation.
- Permettre l'apprentissage des processus de gestion et de gouvernance, y compris par l'erreur.

Le renforcement de compétences sera essentiel. Au jour le jour, dans la pratique, les petits agriculteurs devront acquérir des compétences organisationnelles et institutionnelles, individuelles et collectives. Nous distinguons les compétences organisationnelles (celles liées à la gestion des organisations de services tels que des groupements, des coopératives, des AMAPs...) et les compétences institutionnelles qui s'organisent autour des relations avec l'Etat pour la définition et la cogestion des politiques publiques.

Les Petits Agriculteurs vont devoir aussi renforcer leurs compétences stratégiques, comprises comme la capacité à imaginer et à décliner le plan de développement au niveau, d'abord, de l'exploitation mais aussi des filières, des structures d'appui ou du territoire.

Le renforcement de compétences s'organisera autour de la valorisation des expériences réussies. La méthode de travail peut se résumer en quelques mots-clés, caractérisant autant d'étapes : partir des expériences, mobiliser les compétences et les connaissances, gérer et faire circuler l'information, définir des cadres de réflexion et de références, élaborer des cahiers de charges, « faire faire », accompagner et évaluer.

Les expériences réussies seront identifiées, caractérisées et référencées, en étudiant à la fois les modalités de mise en œuvre et les conditions du succès (environnement, ...). L'information disponible sera organisée dans un continuum problèmes, conditions, historique, réalisation, impacts, leçons...

Des opérations de sensibilisation présenteront au niveau national les expériences aux différents groupements souhaitant engager une réflexion sur leur performance ou des groupes de producteurs désirant constituer des groupements. A la lumière des expériences, les besoins et les difficultés des groupements existants seront analysés et explicités.

Dans une deuxième phase, celle de construction de projets, des visites et des contacts directs avec les groupements ayant connus des succès seront organisés. Les leçons devraient aussi permettre de définir les besoins en termes d'institutionnalisation et aider ainsi à constituer le projet national de la Petite Agriculture familiale.

Reformuler les politiques sectorielles

Pour accompagner ces démarches de mise en cohérence des actions, les politiques sectorielles d'appui à la Petite Agriculture familiale devront être revisitées et analysées à partir des acquis et des bilans de ce qui a été fait. Ce sont des chantiers à mener par les réseaux de compétences.

Politiques d'accès aux ressources

Les politiques considérées auront d'abord comme objectifs de faciliter l'accès des petits exploitants aux facteurs de production, ressources matérielles, naturelles (foncier agricole et eau notamment), et financières. L'accès aux ressources constitue une dimension primordiale et

prioritaire dans l'amélioration du statut économique et social des petits exploitants agricoles. Doter en facteurs de productions la Petite Agriculture Familiale est un préalable pour que cette dernière puisse augmenter sa résilience et diminuer sa vulnérabilité.

L'accès aux terres, leurs processus de transmission et la sécurisation du foncier feront l'objet d'une attention particulière. La fragmentation des terres agricoles, la non sécurisation de la propriété et les droits de succession constituent en effet des difficultés fondamentales freinant les investissements et diminuant la possibilité d'augmenter la productivité.

L'arsenal juridique concernant le foncier est important. Dès l'indépendance, la facilitation de l'accès au foncier a été recherchée, grâce d'une part, au processus d'apurement des terres collectives et des terres habous et d'autre part, la privatisation des terres collectives et la cession des terres domaniales. La lutte contre le morcellement a souffert du droit de partage reconnu. Des solutions novatrices garantissant des baux de longue durée peuvent permettre de résoudre en partie ce morcellement.

Des restructurations foncières via le remembrement notamment dans les périmètres irrigués ont été confiées à l'Agence Foncière Agricole (AFA). Mais ce mécanisme est lent. La politique foncière peine à assainir le système foncier. L'analyse du cadre institutionnel de la petite agriculture en Tunisie indique que la seule la moitié du foncier est immatriculée et que près d'un tiers des exploitations ne possèdent pas de titre de propriété. Une proportion importante (60%) des titres sont considérés non conformes en raison du décalage entre l'état physique des terres et le statut juridique.

En résumé, les instruments existent mais ils restent peu efficaces en particulier du fait d'un manque de flexibilité et d'adaptation aux spécificités de la Petite Agriculture Familiale. C'est probablement ici aussi par une réflexion sur les pratiques et les opérations réussies que la politique foncière pourra mieux répondre aux besoins de la Petite Agriculture Familiale.

Dans son contenu, la réflexion sur les politiques foncières pourra s'appuyer sur un bilan détaillé des pratiques et des résultats des politiques foncières, peut-être à la lumière des « Directives Volontaires (DV) pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers » adoptées officiellement par le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) lors de sa trente-huitième session (extraordinaire) le 11 mai 2012.

Ces directives prévoient des règles garantissant les droits des femmes. Il s'agit de donner aux femmes la possibilité d'être chef d'exploitation ou chef d'entreprise, la capacité d'être propriétaire des terres et d'en hériter, de mobiliser du crédit et d'investir en nom propre, de gérer de petites entreprises et de se regrouper.

Une autre orientation est de faciliter l'accès à la terre des jeunes en favorisant la transmission intergénérationnelle en créant des conditions favorables à la sortie de l'agriculture pour les exploitants plus âgés (systèmes de retraite, viagers,...) et la reprise des exploitations par des jeunes (aides à l'installation et à la modernisation, prêts bonifiés...).

Au-delà des conditions de l'accès au foncier, des actions doivent être menées pour la gestion des sols pour optimiser certaines de leurs fonctions (carbone), et développer une gouvernance participative - de la gestion des terres et sols. De la même façon, la gestion de l'eau doit prendre en compte le fait que c'est une ressource rare et donc doit augmenter l'efficacité de son utilisation. Renforcer l'adoption des techniques efficaces et économes d'usage de l'eau y compris en favorisant l'adaptation des paquets techniques standard aux contextes locaux est une nécessité.

Politiques d'accès aux autres facteurs de productions

La même démarche réflexive (analyse des pratiques et bilan) sera aussi menée pour les autres politiques : financement, assurances... Il s'agit d'imaginer des solutions innovantes pour relayer l'investissement familial par l'investissement public indirect (dans les structures d'encadrement et de services), le crédit bonifié, les garanties de prêts, le micro-crédit dont le crédit warranté, les avances sur récolte (Marzin et al, 2016).

Du point de vue du contenu, les mécanismes de financement non liés à la garantie par les titres fonciers devront être développés. Le développement des microcrédits est à ce titre porteur même si les montants faibles sont souvent insuffisants... Une autre action devra concerner la régulation des crédits auprès des investisseurs privés qu'ils soient fournisseurs d'intrants ou de matériels agricoles, ou des intermédiaires intervenant dans les maillons de la commercialisation. Ils se substituent avec une certaine efficacité, de plus en plus, aux mécanismes formels. Mais le coût pour les agriculteurs est probablement élevé.

Une autre action, dans le cadre des plans de développement des exploitations, cités précédemment, consistera à articuler de manière intégrée, le crédit avec les projets de production en assurant une cohérence avec la formation et l'appui technique. Le crédit doit découler du projet de développement de l'exploitation. Le crédit, pour être efficace et avoir un impact, doit bénéficier d'un environnement favorable et d'un accompagnement des institutions.

Politique de formation et d'assistance technique

La réflexion sur l'encadrement technique, les structures d'appui et de conseil et la formation professionnelle aura pour objectif de garantir une meilleure adéquation entre l'offre et les besoins du marché de l'emploi agricole. L'enjeu principal est bien d'accompagner la diversification économique dans les territoires ruraux.

Il semble essentiel de renouveler et de pondérer (i) la diversité de l'offre de conseil agricole entre public et privé, et (ii) les thèmes de formation et de conseil qui sont à élargir vers un conseil d'ambition plus large (métiers du conseil agricole, du commerce agroalimentaire et de la transformation).

Il s'agit d'adapter la formation professionnelle initiale et continue en proposant des formations sur les activités qui se développent dans les métiers commerciaux, de la transformation agro-alimentaire, les pratiques agro-écologiques et les services agricoles en priorisant les ressources humaines locales, en particulier les jeunes ruraux. La demande en métiers d'accompagnement, comme les techniciens privés dans le cadre du développement de filières structurées, offrira un potentiel d'emploi non négligeable pour les jeunes ruraux.

Un autre point important concerne l'effet de levier permis par (i) l'éducation et la formation professionnelle continue et initiale des jeunes ruraux et des femmes pour le renouvellement des personnels de conseil et des organisations collectives eux même vieillissants, (ii) pour le renouvellement des chefs d'exploitation lors du transfert intergénérationnel vecteur de transformation (iii) et pour l'engagement dans les différents métiers des filières agricoles dont le conseil fait partie intégrante.

Cela exigera un renforcement des structures publiques d'encadrement en réhabilitant l'action des CTV et des CRA. Les CTV sont faiblement dotées en ressources humaines et financières. Selon le diagnostic du cadre institutionnel, le taux d'encadrement est très faible : 1 vulgarisateur/1246

exploitants (contre 1 vulgarisateur/431 exploitants en moyenne en Europe) (Triki, 2016). Les PEA, pénalisées par une assise financière limitée, n'arrivent pas à accéder au conseil agricole privé. Les organisations professionnelles (GDAP et SMSA) sont très peu engagées dans le processus d'encadrement.

La réflexion sur les pratiques et les organisations d'appui devra aussi impliquer les organisations professionnelles dans le processus de vulgarisation (Ayadi, 2016). Elles peuvent renforcer leurs actions en :

- étant à l'interface entre les organismes de l'administration, le monde scientifique et les adhérents, en orientant les agriculteurs vers les personnes et services susceptibles de répondre à leur demande.
- diffusant auprès des adhérents les informations techniques, les bonnes pratiques techniques mais aussi de gestion et de commercialisation. (ex : mécanisation de la pollinisation, mécanisation de la récolte, traitements phytosanitaires ; normes et standards), et d'ordre commercial (structure et évolution des marchés, segments valorisants ; réglementation, normes et standards...) ;
- s'impliquant dans les dispositifs d'expérimentations...

Accompagner les institutions, des services et des organisations professionnelles dans leurs évolutions

Le plan d'amélioration organisera l'accompagnement des institutions publiques, des services d'appui à l'agriculture et des organisations professionnelles dans une modification de leurs pratiques, pour qu'elles puissent prendre en compte les spécificités de la Petite Agriculture Familiale.

Dans cet accompagnement, nous avons identifié plusieurs volets de travail. Le premier concerne les mandats et les objectifs des institutions et des services. Que signifie le fait de travailler avec la Petite Agriculture Familiale ? Comment intégrer concrètement dans les plans et stratégies le concept de Petite Agriculture Familiale dans les actions et pratiques au quotidien ?

La formation des agents d'appui sera ici privilégiée en organisant une réflexion sur leurs métiers et sur les modifications de pratiques et de postures nécessaires. Ce travail se réalisera dans une pratique réflexive collective. La réflexivité est définie comme la capacité d'un praticien de prendre sa propre pratique comme objet de réflexion, voire de théorisation (Perrenoud, 1994).

Le deuxième volet concerne l'implication des acteurs de la Petite Agriculture Familiale dans des démarches participatives pour la négociation et la cogestion des programmes. L'efficacité d'une politique repose à la fois sur la qualité des instruments utilisés, sur les conditions de mise en œuvre, mais aussi sur la négociation de l'ensemble du dispositif avec les parties prenantes. Les actions consisteront à :

- créer ou renforcer les espaces de dialogue multi-acteurs pour discuter des questions de sécurité alimentaire, de développement territorial, de croissance économique et de choix d'aménagements ou d'investissements au niveau local.
- favoriser la présence des petits exploitants agricoles, aujourd'hui faiblement représentés dans ces structures de concertation. Cela implique des actions spécifiques d'accompagnement et de coaching des représentants pour qu'ils puissent avoir une participation active dans l'établissement de politiques, stratégies et programmes en leur faveur.
- Valoriser, référencer et faire connaître les expériences les plus intéressantes, en favorisant des activités de visites, de partages d'expériences entre les agriculteurs.

En garantissant le temps et la liberté d'expression nécessaires à l'exercice, les formations seront des moments partagés pour analyser les pratiques, identifier les difficultés, les manques et définir les besoins en formations futures en prenant en compte les formations existantes. Il sera alors possible de définir les évolutions à donner aux formations existantes ou de proposer de nouvelles formations à créer pour mieux répondre aux besoins de renforcements de compétences, nécessaires au projet de développement de la Petite Agriculture Familiale.

Une systématisation listera les différents métiers liés au secteur de la Petite Agriculture Familiale, actuels et à venir, en définissant pour chacun d'entre eux, les tâches à mener, les connaissances et les compétences nécessaires à l'accomplissement de ces tâches (en insistant ici aussi sur les nouvelles tâches, connaissances et compétences, par exemple celles pour prendre en compte le développement durable, les questions de territoires ou des actions en agroécologie).

Le travail produira des références et des documents d'orientations qui pourront devenir des outils reconnus par les institutions pour le travail au quotidien des agents. Le travail débouchera aussi sur des propositions de formation pour chaque institution. Mais une mutualisation des travaux et une mise en cohérence permettront la définition d'un programme national.

Conclusion

Le plan d'amélioration proposé a voulu s'adapter aux difficultés que présente l'ambition du développement de la Petite Agriculture : difficultés liées à la situation de la Petite Agriculture Familiale, difficultés liées aux profondes évolutions que connaîtra la Petite Agriculture Familiale, difficultés des évolutions que devra mettre en œuvre le secteur tunisien d'appui à l'agriculture, difficultés liées au manque de solutions toutes faites.

Face à ces difficultés, Le projet TCP/TUN/3052 a contribué à formaliser des orientations sur ce qui devrait être fait. Le développement de la petite agriculture doit être conçu dans le cadre d'un développement rural, durable, inclusif et dans une approche territoriale. Ces orientations doivent être concrétisées dans un plan de développement de la Petite Agriculture qui ne peut réussir sans :

- Une volonté politique forte de l'Etat se traduisant par des moyens avec une implication des organisations syndicales et professionnelles dès l'élaboration des propositions.
- Une stratégie claire : pourquoi, quoi, qui, comment ? (Vision, objectifs, responsabilités, gouvernance) se traduisant par des programmes coordonnés de politiques agricoles (Foncier, Organisation, Financement, Formation, Infrastructures agricoles) mais aussi de politiques sociales et de politiques d'aménagement du territoire.
- Une mobilisation, un mouvement, de l'ensemble du secteur agricole et au-delà du secteur rural pour concevoir et mettre en œuvre un plan de développement... Ceci implique une mobilisation des services de l'état, des intellectuels (chercheurs et experts de diverses spécialités), des organisations de la société civile et en premier lieu des propres Petits Agriculteurs Familiaux.

Le plan d'amélioration proposé veut contribuer à ce mouvement en proposant des actions :

- de production de connaissances, basé, à la fois, sur l'analyse du bilan des actions passées et sur des expérimentations permettant l'adaptation aux réalités locales, en s'appuyant sur les expériences locales.
- de réalisations concrètes, dans une perspective de preuves de concept.
- de débats et de plaidoyer avec la préparation et la réalisation d'assises de la Petite Agriculture Familiale.

Bibliographie

Ayadi, 2016. Revue des politiques en faveur de la petite agriculture : quels enseignements ? Projet TCP/TUN/3052 MARHP, TCP/TUN/3502, p 49.

Belières J-F, et al., 2002, Quel avenir pour les agricultures familiales d'Afrique de l'Ouest dans un contexte libéralisé ?

Franco J., Borras SM *Land concentration, land grabbing and people's struggles in Europe* Transnational Institute (TNI) for European Coordination Via Campesina and Hands off the land network. Amsterdam. April 2013. <https://www.tni.org/en/publication/land-concentration-land-grabbing-and-peoples-struggles-in-europe-0>

Hernández V., Phélinas P., « Débats et controverses sur l'avenir de la petite agriculture. », *Autrepart* 3/2012 (N° 62) , p. 3-16 URL : www.cairn.info/revue-autrepart-2012-3-page-3.htm. DOI : [10.3917/autr.062.0003](https://doi.org/10.3917/autr.062.0003).

Hernández V., Muzi E., Fossa Riglos F. [2010], « Modernización agroindustrial y organización socio-productiva en el territorio Pampeano », in Albaladejo C., Bustos Cara R. (dir.), *Desarrollo rural: competencias y territorios*, Proyecto ANR INTERRA, Bahía Blanca, 5-6 novembre, Argentina.

Marzin J., Bonnet P., Bessaoud O., Ton-Nu C. 2016. Etude sur la petite agriculture au Proche Orient et en Afrique du Nord (NENA). Rapport de synthèse. Jacques Marzin et Pascal Bonnet (CIRAD), Omar Bessaoud et Christine Ton-Nu (CIHEAM-IAMM). En cours de publication.

Rostow W.W., Les étapes de la croissance économique, Seuil, 1963 ; 1ère édition Cambridge University Press, 1960.

Sghaier, M. 2016 : « Diagnostic socio-économique des petites exploitations agricoles » Projet « Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local ». FAO-MARHP, TCP/TUN/3502, p 90.

Sourisseau, Jean-Michel. 2014. *Agricultures familiales et mondes à venir*. Editions Quae. https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=PEHvAgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA3&dq=sourisseauagriculture&ots=l80HusqRIE&sig=DTP4tJfwV1nOL0nbb5BUQiU_9jl (6 janvier 2016).

de Schutter, O., 2010, *Access to Land and the Right to Food*, Report of the Special Rapporteur on the right to food presented at the 65th General Assembly of the United Nations [A/65/281], 22 p [En ligne] URL : http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20101021_access-to-land-report_en.pdf.

Triki, S. 2016 : « Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local : Analyse institutionnelle ». FAO-MARHP, TCP/TUN/3502, 68p.